

# Intervention

## d'ouverture (extraits)

par Roger-Pierre LEMOUZY  
Secrétaire Régional

Chères et chers camarades,

Pour commencer, je tiens à remercier les camarades du Gers qui en un temps record ont installé dès 5 h 00 ce matin cette salle afin de permettre aux 190 délégués de travailler dans de très bonnes conditions.

La préparation de la conférence a été en plein mouvement social, je tiens à remercier les organisations de la CGT qui en faisant le lien luttes et préparation de celle-ci, ont permis la réussite par la participation des délégués, nous sommes 190. Dans cette période, ce n'est pas à sous estimer.

Comme l'a indiqué David dans son discours de bienvenue, d'importantes luttes nationales, régionales et locales ont eu lieu dans ce département.

Je citerai en exemple la lutte et le rassemblement régional devant la cour d'appel le 24 juin 2008 à AGEN contre le licenciement de Juliette Rabia, licenciée pour avoir exercé son mandat syndical chez LECLERC, elle a été réintégrée. C'est une victoire !

Elaborer un bon diagnostic de la dégradation de la condition salariale en région est indispensable bien entendu, mais en lien avec le reste du monde du travail et des retraités, afin de construire comme perspective d'avenir une autre organisation sociale et économique de la société.

En effet depuis notre dernière conférence régionale la situation des salariés du fait de la politique réactionnaire du gouvernement SARKOZY et du MEDEF s'est fortement dégradée au niveau national et au niveau régional.

Les mesures anti sociales se sont succédées : HS défiscalisées, "abandon des 35 h", augmentation du chômage et progression du travail précaire dévalorisation du travail et mise en concurrence des salariés.

### **Tout cela est dû à la crise systémique. .../...**

Au niveau régional, la fermeture de l'entreprise MOLEX est révélatrice de ce système où le seul objectif est la rentabilité financière au détriment même des lois françaises.

Ils ont mené une lutte exemplaire et nous saluons leur combat. Cette année le groupe a réalisé des bénéfices records de 54 millions d'euros pour le trimestre précédent, a versé plus de 14% de dividendes aux actionnaires.

L'acharnement de la direction envers 2 camarades continue, aujourd'hui à l'heure où je vous parle, Denis Parisse est auditionné par le commissariat, le 18 c'est au tour de Guy PAVAN.

Qui sont les délinquants, les voyous ? Les salariés qui se sont battus pour défendre l'outil de travail, ou la direction qui refuse de financer le PSE !

C'est scandaleux !

Les MOLEX pourront toujours compter sur la CGT pour lutter contre cette injustice ! .../...

La répression anti syndicale est devenue monnaie courante. .../...



### **Les conséquences de la crise.**

Avec un pillage de la masse salariale sans précédent et ses effets nocifs qui s'accroissent en chaîne : ralentissement de la consommation des ménages (voir surendettement) qui entraîne un tassement de la production et des investissements. Ce tassement débouche sur des suppressions d'emplois quand ce n'est pas la fermeture d'entreprises et le cercle infernal se relance... Du bâtiment à l'automobile, toute l'économie est concernée.

Le massacre de l'emploi public, tant par la réduction massive de celui-ci dans les fonctions publiques, territoriales, hospitalières et d'Etat (le plus grand plan social), que dans ce qui reste des entreprises publiques (La Poste et la SNCF notamment).

La casse industrielle conduit à une importante baisse de l'emploi salarié industriel pour notre région qui n'en représente que 14 % (moins 6%).

Pour contrer cette insécurité sociale au service du capital de nombreuses luttes ont eu lieu dans notre région :

Les Continental, toujours en lutte, Freescale, Dynamics (Castres), Pivaudran (Lot), Avelana (Ariège), Bosch et SAM (Aveyron), la Moulasse (St-Girons), Tembec (St-Gaudens) et Bouyer, la clinique du Pont des Chaumes, sans oublier les agents de l'hôpital psychiatrique d'Auch qui se sont battus contre la politique de la direction qui voulait réduire les coûts en supprimant des postes au détriment des besoins des populations et du personnel.

### **Des axes essentiels pour résoudre la crise.**

1. Par une augmentation massive et générale des salaires pour l'ensemble des salariés du privé comme du public ; cette augmentation serait fondée sur le respect de leur qualification et de leur grade.

Notre rôle est de peser dans les entreprises sur les NAO.

Cette question des salaires est décisive, c'est d'elle que dépendra en particulier la relance de la consommation.

2. Par un fort développement de la propriété publique.

Il s'agit là encore d'un axe important socialement, économiquement, et idéologiquement.

Economiquement, parce qu'il s'agit d'un moyen radical pour réduire le champ d'action du capital et ses exigences de rentabilité.

Socialement, car c'est le seul moyen de promouvoir une véritable égalité de traitement entre les usagers dans des secteurs décisifs de la vie de chacun. Toutes les prétendues "délégations de service public" ont fait la preuve de leur incapacité à offrir cette égalité de traitement ;

Nous proposons un pôle public financier ce qui permettrait une meilleure répartition de la richesse. .../...

### **Retraites.**

Depuis le début de l'année les mouvements sociaux dans un cadre unitaire, démontrent un profond mécontentement et de la colère. Les manifestations n'ont cessé de s'amplifier, au plus fort



se sont plus de 250 000 manifestants recensés dans notre région.

Il est évident que nous avons été la locomotive des luttes, je pense grâce au tryptique que nous avons décidé au CCN de janvier sur emploi, salaire, retraite.

Nous avons gagné la bataille de l'opinion publique avec 70% d'opinion favorable au mouvement. Des actions en chaînes (manif, barrage routier etc..) ont eu lieu dans la durée. Je pense que là ou on a été en difficulté, c'est dans les entreprises pour créer les conditions unitaires et faire vivre les cahiers revendicatifs .../...

#### L'évolution des territoires.

Tout d'abord, je concentrerai mon propos sur l'évolution et l'appréciation de la situation dans les territoires.

Il est impératif de connaître la situation dans les territoires. Avec leurs évolutions et leurs compétences.

Il est nécessaire d'être en capacité de faire partager ces évolutions dans les syndicats, les structures territoriales, les structures professionnelles .../...

C'est à partir des évolutions territoriales qui bouleversent notre pratique syndicale que le Comité Régional a décidé de mener un projet syndical : **"vivre et travailler partout en Midi-Pyrénées"** .../...

Il prend tout son sens, il est pertinent pour arracher des acquis en territoire.

Pour le Comité Régional CGT le développement de l'industrie et des emplois dans ce secteur de l'économie est une question décisive car elle permet non seulement la création de richesse mais également le développement des services, des infrastructures, des grands équipements qui l'accompagne.

Ainsi il est possible pour les populations de vivre et de travailler là où elles le décident car elles y ont un emploi et l'accès aux Services Publics.

Le rôle du groupe de travail régional "Emploi industriel-Territoires" a été d'animer un travail de réflexion, de proposition, pour imposer des alternatives de développement régional à partir d'un état des lieux de la situation économique, des besoins des salariés et de la population de Midi-Pyrénées.

La CGT a lancé un grand débat dans le pays sur l'industrialisation de la France. Depuis plusieurs années, les politiques indus-



trielles de la France et de notre région n'ont pas échappé à la règle, avec des plans sociaux et des fermetures d'usines.

Ce ne sont pas les pseudos reconversions d'anciens sites industriels qui ont permis de relancer l'industrie.

Les Etats Généraux de l'Industrie ont commencé en novembre 2009, dans notre région. .../...

Les participants ont débattu des 5 propositions portées par la CGT pour permettre le développement d'une véritable politique industrielle.

Le 22 octobre à l'appel de la CGT seule, ce sont plus de 30 000 manifestants (350 pour notre région avec un train spécial) qui ont défilé dans les rues de Paris pour demander que des débats sur l'enjeu industriel soient organisés dans les régions ainsi qu'au niveau national.

Cette action a servi de point d'appui pour être offensifs pour la mise en place des Etats Généraux de l'Industrie (EGI). .../...

Nos propositions ont été entendues, mais pas actées. Alors se pose la question essentielle, comment les salariés vont-ils se les approprier pour infléchir les choix ?

Nous avons décliné lors des EGI notre démarche de force de propositions et d'action car nous avons organisé une manif régionale le 19 janvier 2010, jour de la réunion conclusive des Etats Généraux de l'Industrie (EGI). .../...

#### Les défis pour peser sur les choix politiques en région.

Pour cela, il est indéniable que nous devons déployer nos forces. Il me semble que nous devons établir dans chaque collectif un diagnostic précis de la situation économique, politique et sociale des territoires concernés, et ensuite, faire un état des lieux de nos forces syndicales présentes, qui parfois regroupent plusieurs syndicats, plusieurs professions, plusieurs Unions Locales et Unions Départementales.

#### Notre projet syndical :

Une campagne décidée par le Comité Régional de septembre 2008 pour développer une démarche autour de projets revendicatifs au cœur des 18 zones d'emploi de notre région. Plusieurs initiatives ont été réalisées autour de cette ambition : Mécanic Vallée, Couserans.

En toute humilité, nous étions en phase et surtout pas déconnectés de la réalité car la résolution 6 du Congrès Confédéral va dans ce sens "les territoires sont l'objet d'enjeux structurants" une autre citation "les territoires doivent donc s'affirmer comme lieux essentiels de construction revendicative".

C'est à partir des décisions du Comité Régional et du 49<sup>e</sup> congrès que nous devons amplifier notre démarche en lien avec les syndicats.

Elles nous invitent à travailler dans les territoires pour peser sur les choix politiques, à s'appuyer sur les syndicats, UL et UD à travers les conférences territoriales interprofessionnelles des syndicats pour acter la meilleure structure pour être efficace.



Nous avons réfléchi comment à partir des luttes dans les entreprises, nous allons nourrir ce profond mécontentement et le faire encore grandir.

C'est pourquoi notre Comité Régional a validé de travailler à partir des bassins d'emploi, de créer les conditions d'un développement plus important des luttes solidaires, de les faire converger pour favoriser un rapport de force plus grand qui gagne des conquêtes sociales !

Dans ce contexte où l'emploi est au cœur des préoccupations des salariés de Midi-Pyrénées, ne doit-on pas construire une démarche syndicale associant un travail collectif (CGT, salariés) ?

Lorsqu'un maillage territorial est réalisé avec l'ensemble des acteurs, des résultats positifs sont au rendez vous :

Tel est le cas sur le territoire de Mécanic Vallée, ce sont 260 entreprises et 15 706 emplois. La CGT est implantée dans 19 entreprises avec 441 syndiqués en 2007 aujourd'hui 591. L'activité est essentiellement basée dans trois filières : l'aéronautique, l'automobile, la mécanique.

Ce projet de travailler sur ce territoire est venu de la région CGT de la métallurgie associant les ULs, les Uds et les 2 Comités Régionaux.

Ensemble, nous avons réalisé 2 initiatives inter-régionales, une le sommet social à Figeac en 2009, l'autre à Brive cette année. Au-delà de créer une convention collective de la métallurgie interrégionale, proposition CGT, notre démarche dépasse les filières, nous travaillons un projet revendicatif territorial regroupant :

- Les propositions d'un CIE aéro (80% entreprise de moins 50 salariés)
- La formation syndicale sur ce territoire.
- Le transport collectif transversal de Brive à Rodez.
- La GPEC
- La création de dialogue social.

Soit on développe une politique économique et sociale en région répondant ainsi aux besoins des salariés et des populations, soit c'est la poursuite de ce qui se passe aujourd'hui, une politique au service des actionnaires, avec comme conséquence la casse des Services Publics et la perte de notre industrie, accompagnée par les politiques publiques et c'est une région qui se fragilise économiquement et socialement.

Comme nous l'avions évoqué lors de notre 10<sup>e</sup> Conférence



Régionale, notre région a des atouts par la diversité de ses ressources industrielles, notre ambition c'est de faire prendre conscience aux salariés que d'autres choix sont possibles.

L'emploi salarié dans notre région se concentre dans le pôle Toulousain qui représente 49% des emplois régionaux.

L'industrie aéronautique, par son activité, engendre de la mono industrie. Ceci ne peut nous satisfaire pour notre économie, même s'il elle développe de l'emploi sur des territoires par le biais de la sous-traitance, il y a un risque.

Pour avoir une région équilibrée, il faut développer la diversité industrielle. Nous avons des exemples en la matière, quand un territoire est essentiellement basé sur la mono industrie, et que par des décisions politiques, les usines disparaissent, il en découle des fermetures de services publics.

Moins de Services Publics égale : moins d'activités économiques, moins d'emplois, ou bien moins d'emplois industriels, c'est moins d'activité économique qui participe à moins de Services Publics, c'est un cercle vicieux.

D'où la nécessité de travailler autour de l'emploi et de porter la campagne revendicative sur le thème "vivre et travailler partout en Midi-Pyrénées" travailler par bassin d'emploi pour élaborer, avec les salariés des projets revendicatifs en territoire sur la thématique de l'emploi, cela conditionne toute notre vie.

Tel est l'enjeu de notre Conférence Régionale.

La résolution 1 propose de "Créer une animation dans chaque bassin d'emploi pour le développement des filières dans les territoires, mettre en place une animation régionale d'impulsion de notre activité en territoire".

### **L'outil régional au service d'une démarche.**

Il s'avère que l'activité revendicative des comités régionaux a évolué, nous sommes passés d'une activité institutionnelle à une activité revendicative en territoire. .../...

Dans ce contexte, cela nous pose la question de la pertinence des lieux d'interventions dans la CGT, il nous semble que c'est l'approche territoriale et professionnelle qui va être le liant avec les professions et les territoires, et c'est cette démarche qui va nous permettre d'être plus efficace dans notre syndicalisme.

Ce travail d'une coopération territoire profession pour élaborer les revendications à partir des bassins d'emploi est pertinent et efficace, nous avons travaillé de cette façon en amont de notre conférence.

Cela démontre que notre démarche et notre outil sont bien appréciés et permettent de travailler ensemble, profession et territoire, pour assurer le succès des initiatives dans les départements. .../...

L'outil régional tel qu'il a été validé par les délégués lors de la précédente conférence régionale à Colomiers, a permis aux Unions Départementales, aux responsables régionaux des professions et aux responsables des bassins d'emploi de travailler et de décider ensemble.

Il est évident que cela nous a permis d'être mieux armés pour affronter les défis.



Ainsi l'activité régionale de la CGT s'est trouvée démultipliée par l'élargissement de la mise en place des groupes de travail régionaux, les débats en leur sein en ont fait des lieux actifs de propositions d'initiatives en prise directe avec les problématiques et les luttes des salariés (AFPA, aides à domicile, les États Généraux de l'Industrie, la charte FISO).

**Les groupes de travail régionaux ont été un appui.**

Ils ont permis plusieurs initiatives d'actions et de propositions soumises au Comité Régional.

**Le groupe de travail emploi-territoire**, avait travaillé sur des actions et des propositions concrètes sur le développement des filières que ce soit sur la filière bois papier, sur le textile et sur l'aéronautique, donc nous ne partons pas de rien.

**Le groupe de travail Cancéropole**, a réalisé plusieurs initiatives, un 4 pages, à ce sujet nous revendiquions une gare pour que les salariés accèdent au site, le Président Malvy a repris notre proposition et il a créé une halte.../...

**Le groupe de travail Services Publics** a organisé un forum sur les conséquences de la RGPP en région.

**Le groupe de travail transport**, nous avons eu une présentation de la convention TER. Il a travaillé dans le cadre de la saisine du CESR avec l'UL de Castres et l'UD du Tarn sur la 2 fois 2 voies Toulouse/Castres.

**Le groupe de travail santé-travail**, a impulsé la démarche d'organiser des forums dans chaque département, pour porter les questions de protection sociale, de santé au travail, d'aide aux personnes et de politique publique de santé, en lien avec la nécessité de trouver des réponses collectives aux besoins des populations.

Il est programmé 2 journées d'étude les 20 et 21 janvier 2011 avec les administrateurs CGT.

Nous avons pu mettre en place un collectif régional des médecins du travail .../...

Pour conclure, j'ai parlé dans mon rapport des défis et des enjeux qui sont devant nous.

Après les débats de 2 jours, nous devons demain sortir de cette conférence avec plus de certitude sur le "travailler ensemble". Telle est la condition essentielle pour avoir une CGT en région force de propositions et d'actions.

Merci et place aux débats.

